

短期集中講座 (小林) 第12回その一 (02/03)

フランス国内における製造業の再興、今やこれは国の最重要課題とされている。新型コロナ危機をきっかけに、医薬品、半導体その他の重要物資の供給が外国、特に中国などに依存している事実が明らかになったからだ。

しかしいざ特定の企業が工場立地のプロジェクトを立ち上げると、地元住民が歓迎しない例も出てきた。創出される雇用の規模が、環境その他の面でのデメリットに見合うものか、冷静に検討されるようになったからだ。

Réindustrialisation : le défi de l'acceptabilité sociale

Le Monde du 14 novembre 2023, Isabelle Chaperon

Réconcilier l'économie et l'écologie, c'est la promesse enthousiaste de la loi relative à l'industrie verte du 23 octobre, adoptée dans un bel élan transpartisan. Mais, pour réindustrialiser la France, encore faut-il trouver où installer les usines. Car, même repeintes en vert, elles n'ont rien de bucolique. *«Une usine, c'est un drame humain quand elle ferme, mais aussi – parfois – quand elle ouvre»*, résume David Cousquer, directeur général de Trendeo, qui fournit des données sur l'emploi et l'investissement.

A Soissons (Aisne), les habitants et les associations écologistes, désormais soutenus par le parti Renaissance, se battent depuis 2021 contre l'implantation d'une usine de laine de roche. A Laruscade (Gironde), la position critique adoptée le 19 octobre par l'Autorité environnementale a ravi les opposants à la création d'une zone d'activité visant à abriter une filière de production de dirigeables.

S'y ajoute la contestation dans l'Allier, voire dans le Sud-Finistère, contre l'exploitation de mines de lithium. Quant à l'industriel breton Le Du, six ans après avoir entamé le parcours pour construire une fabrique de viennoiseries à Liffré, près de Rennes, il a jeté l'éponge en juin 2023 face à l'accumulation de recours déposés contre son projet.

Un ballet de camions

Selon Trendeo, 99 usines ont annoncé depuis le début de l'année 2023 leur intention de s'implanter en France (contre 76 fermetures), avec à la clé 24.333 emplois nets créés, les deux principaux projets visant à produire des panneaux photovoltaïques à Fos-sur-Mer (3.000 emplois) et des batteries à Dunkerque (1.700). *«Ce qu'on peine à mesurer, ce sont les usines qui vont s'implanter ailleurs, souvent faute d'avoir trouvé un terrain»*, précise M.Cousquer. Ou parce qu'elles pensent être mieux reçues en Allemagne ou au Portugal? Personne n'a envie de voir surgir un pot d'échappement géant en face de ses fenêtres ou d'être réveillé par un ballet de camions. Rien de nouveau, dira-t-on. *«Au XIXe siècle, il y a eu un coup de force de l'administration pour imposer l'industrialisation au pouvoir local, qui était contre»*, ob-

serve Jean-Baptiste Fressoz, historien des sciences, des techniques et de l'environnement.

Deux siècles plus tard, les réseaux sociaux donnent une résonance nationale aux conflits locaux. Les collectifs animés sur Facebook ont tôt fait de battre le rappel contre un méthaniseur agricole ou une plate-forme logistique. Des industriels excédés dénoncent une posture idéologique, en échos aux luttes écologiques contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, près de Nantes, ou contre l'autoroute A69, reliant Toulouse et Castres. Mais ces tensions révèlent plutôt un profond changement dans la manière dont les riverains pondèrent les bénéfices et les coûts d'une installation industrielle.

Le recul du chômage n'y est sans doute pas étranger : les 100, 200 voire 500 emplois directs promis pour chaque site n'apparaissent plus comme des mots magiques susceptibles d'effacer les réticences. *«Notre territoire a été longtemps sinistré, cela nous rend très sensibles à la problématique de l'emploi»,* témoigne un élu du Grand Soissons ayant requis l'anonymat, *«mais concernant le projet Rockwool, le compte n'y est pas, plaide-t-il. D'un côté, les 130 créations d'emploi s'avèrent très insuffisantes rapportées à l'hectare. De l'autre, pompage de l'eau, acheminement des matériaux, rejets, quel que soit l'angle, il y a des faiblesses. Et surtout, la laine de roche est devenue un produit obsolète»*. Le Danois Rockwool, leader mondial de cet isolant minéral, a beau vanter un matériau *«dont les performances thermiques permettent de réduire (...) les émissions de gaz à effet de serre»*, la contestation grandit. *«Il ne s'agit pas d'une vision de rêveurs écolos. Mais promouvoir la laine de roche, au lieu du chanvre ou du lin, c'est comme si, confronté à un problème de mobilité, vous décidiez de développer le moteur diesel»*, martèle cet élu local.

Crispations

Pour Fabien Guimbretière, secrétaire national de la CFDT, chargé de *«la transition énergétique juste»*, ces crispations prouvent la nécessité de réfléchir à la réindustrialisation plus en amont : *«Emplois et écologie ne sont pas opposables, mais nous devons nous interroger sur nos besoins essentiels pour le long terme (quelle concentration d'élevage est souhaitable, qu'est-ce qu'une mobilité durable...), plutôt que de continuer à produire coûte que coûte la même chose,*

sous prétexte que le mode de fabrication est décarboné».

Les citoyens expriment leurs attentes lors des consultations imposées par la loi pour tout aménagement ayant une incidence environnementale. Isabelle Jarry, garante auprès de la Commission nationale du débat public, se souvient que la première réunion de concertation sur l'usine de production d'hydrogène vert H2V (reprise par Air liquide), entre Le Havre et Rouen, s'est tenue le jour même de l'incendie sur le site de Lubrizol, le 26 septembre 2019, à quelques boucles de la Seine de là. *«Cela n'a pas empêché le projet d'avancer. Les gens sont lucides. Ils adhèrent à la nécessité de créer des emplois. Et, s'ils jugent une usine écologiquement vertueuse, ils en sont même fiers. Ce qu'ils ne supportent pas, ce sont les projets destructeurs de l'environnement. Et, depuis cinq ans environ, enfin, la question de la ressource en eau s'invite systématiquement dans les débats, alors qu'on en parlait très peu auparavant»*, estime-t-elle.

Le seuil de bonne volonté varie selon les régions. *«Le mouvement de réindustrialisation remet au premier plan les Hauts-de-France ou le Grand-Est, ces anciennes régions industrielles qui avaient souffert dans les années 2009-2016 de la fermeture de nombreuses usines»*, souligne M.Cousquer. Cela s'explique bien sûr par la disponibilité de terrains *«clés en main»*. Mais pas seulement. *«Il y a une confiance historique de nos populations dans l'industrie»*, assure Virginie Carolo-Lutrot, la maire divers droite de Port-Jérôme-sur-Seine, près du Havre (Seine-Maritime) où ExxonMobil a installé sa première raffinerie en 1933 et où trois projets sont à l'étude (Air liquide, Eastman, Futerro), avec 1.000 emplois à la clé.

Mais la confiance, ça s'entretient. *«Nous avons formé des "nez" pour capter les odeurs. Cela nous a permis de diviser par dix les nuisances olfactives grâce à un travail avec les industriels»*, relate, à titre d'exemple, la présidente de la communauté d'agglomération Caux Seine Agglo, qui fait état d'un dialogue permanent avec les entreprises sur la dépollution ou la prévention du risque de montée des eaux. Quant à la piscine olympique de Port-Jérôme ou encore le train en projet, l'édile est claire : *«C'est grâce aux industriels. Sans eux, nous ne pourrions pas avoir un tel niveau de service sur notre territoire»*.

Evidemment, les inconvénients sans les avantages, ça passe moins bien. Sur la rive opposée, avec vue imprenable sur le complexe industriel, Quillebeuf-sur-Seine (qui n'appartient pas à la même intercommunalité) se désespère de voir sa population décroître. Un «*sentiment d'encerclement et d'enfermement industriel*» dénoncé par la maire, Carine Boquet.